DIAL 3454

NICARAGUA - Accaparement de terres à Nueva Guinea et El Castillo : « Où va-t-on aller ? »

Amaru Ruiz Alemán

mardi 29 mai 2018, mis en ligne par Dial

Nous publions dans ce numéro deux articles sur le Nicaragua parus dans le numéro 432 (mars 2018) de la revue nicaraguayenne Envío*. Le premier analyse les défis du pays dans un contexte régional transformé. Le deuxième, qui s'appuie sur une enquête de terrain, décrypte les mécanismes d'accaparement de la terre par de grandes entreprises à partir de l'étude de la situation dans le sud-est du pays. Amaru Ruiz Alemán est président de la Fundación del río.*

La dynamique d'accaparement de terres en cours à Nueva Guinea et El Castillo constitue, entre autres choses, la toile de fond de la lutte anti-canal que mène le mouvement paysan depuis quatre ans pour défendre ses terres, le lac Cocibolca et la souveraineté nationale. Qui accapare des terres dans ces deux communes ? Et quelles sont les conséquences de cette accélération de la concentration de terres qui vise à plus de monoculture, pour les familles rurales, pour les communautés et pour l'environnement ? [1]

Au terme de la guerre des années 80 des territoires ont été définis afin que la population déplacée par le conflit armé et celle qui avait combattu et rendu les armes puissent s'installer et revenir à la vie civile pour travailler la terre. Ces territoires devaient aussi garantir la protection d'importants écosystèmes naturels.

Cependant, ces deux objectifs n'ont pas été respectés par l'alliance entre le gouvernement central, le capital national et le capital étranger, trois acteurs qui disent promouvoir le « développement » du pays. Cela se produit en divers endroits de notre pays.

Nous avons conduit une recherche là-dessus dans le sud-est du Nicaragua et plus précisément dans deux communes, Nueva Guinea et El Castillo. Les deux totalisent une superficie d'un peu plus de 4 300 kilomètres carrés.

Toujours plus de terres entre peu de mains

Ces dix dernières années, on a vu apparaître dans le sud-est du Nicaragua un ensemble de problèmes et de conflits très graves : la disparition accélérée de forêts, des populations qui envahissent des zones protégées (cette zone abrite la Réserve biologique Indio-Maíz), une intensification du trafic et de la vente de terrains, la concentration et l'accaparement de terres, des conflits autour de la terre… Autant de problèmes qui ont pour cadre la progression continue de la frontière agricole que vit le Nicaragua depuis des années. Et tous s'aggravent parce que les institutions chargées d'appliquer la législation environnementale peinent à le faire, parce que l'on continue d'encourager un élevage extensif, et parce que le gouvernement central privilégie un modèle de développement axé sur des mégaprojets et la monoculture sur de grandes étendues de terres destinées à l'agro-industrie pour l'exportation.

Nueva Guinea et El Castillo se situent dans la zone tampon de la Réserve biologique Indio-Maíz. Nueva Guinea fait partie des municipalités de ladite « vieille frontière agricole ». Dans cette région, on ne peut plus parler de frontière agricole car entre 2000 et 2005 les surfaces cultivées ont été étendues à 18% de la terre encore couverte par la forêt d'origine. En revanche, on considère que la municipalité d'El Castillo s'inscrit dans la « nouvelle frontière agricole ». Là, 42% du territoire font encore partie de la zone centrale de la Réserve Indio-Maíz et du territoire Rama-Kriol, où vivent des populations indiennes et d'ascendance africaine.

Qu'avons-nous constaté pendant notre recherche dans les deux municipalités ? Non seulement une concentration de terres, ce qui pourrait signifier un processus d'accumulation à des fins précises – nous avons constaté un accaparement, un processus d'accumulation dans le but délibéré de déposséder autrui. L'accaparement de terres implique, pour cette raison, une injustice.

Nous avons élaboré notre propre concept d'accaparement en partant de celui d'OXFAM. Nous définissons ainsi l'« accaparement » comme « le processus d'acquisition de terres d'une superficie supérieure à 200 hectares, fondé sur des mécanismes qui entraînent des changements touchant à l'accès, l'usage et la gestion de la terre, qui engendrent des dynamiques de déplacement de population obéissant à des pressions commerciales et des intérêts étrangers et produisant des effets négatifs sur les plans social, environnemental et économique ». C'est cet accaparement que nous avons observé dans les deux municipalités.

Qui sont les entreprises qui accaparent des terres ?

Les chiffres des recensements agricoles réalisés à Nueva Guinea et El Castillo – qui n'ont pas été actualisés depuis 2011 – indiquent qu'entre 2001 et 2011 les inégalités concernant la répartition de la terre s'étaient déjà creusées dans les deux municipalités et que la terre se trouvait entre des mains de moins en moins nombreuses. Quand on applique le coefficient de Gini pour mesurer le degré d'inégalité de cette répartition, on voit que durant ces dix années le taux d'inégalité à El Castillo s'est accru de 12,8%, passant de 0,444 à 0,501. La hausse a été encore plus forte à Nueva Guinea, avec 24,7%, le taux passant de 0,449 à 0,560. Cette inégalité touchant à la répartition de la terre est semblable à celle qui existait au niveau national ces années-là : le coefficient a progressé de 6,7%, le taux grimpant de 0,732 à 0,781.

Nous avons identifié sept entreprises qui accaparent des terres dans les deux municipalités où nous avons enquêté : trois à El Castillo qui détiennent 16,4% du territoire municipal, et quatre à Nueva Guinea qui en détiennent 21,6%. Voici qui sont les accapareurs de terres :

– Palmares del Castillo S.A. (PALCASA) : entreprise nicaraguayenne liée au groupe économique des sociétés d'Aceitera El Real Sociedad Anónima (ACEREAL). Elle s'est installée à El Castillo en 2004 pour se consacrer à la monoculture de palme africaine. À partir de la palme on obtient une huile utilisée dans l'industrie alimentaire, dans celle des cosmétiques et dans le secteur de l'énergie pour la fabrication de biocarburant.

Lorsqu'elle est arrivée à El Castillo, cette entreprise a fait l'acquisition de quelque 567 hectares de terre. En 2016 elle en possédait déjà environ 6 350. Actuellement, PALCASA détient également l'usufruit de 230 hectares supplémentaires, lesquels appartiennent à de petits producteurs de palme africaine, à qui l'entreprise fournit « gracieusement » de nouveaux plants pour remplacer les vieux. L'extension de la monoculture de palme africaine a bénéficié d'un financement de quelque sept millions de dollars de la Société allemande pour l'investissement et le développement (DEG), filiale de la Banque allemande de développement (KFW).

– Maderas Cultivadas de Centroamérica S.A. (MCC) : entreprise d'origine costaricienne, membre du groupe économique Grupo Forestal Los Nacientes. Elle s'est implantée en 2005 dans deux municipalités, El Castillo et San Carlos, pour planter du gmelina, arbre originaire de l'Asie et introduit au Costa Rica, qui est utilisé par l'industrie du bois (meubles, construction, emballages…). En 2007 l'entreprise avait déjà

acquis 3 084 hectares de terre, dont environ 1 918 hectares ont été consacrés à des plantations de gmelina et le reste à la protection des forêts. En 2011 l'entreprise possédait 4 489 hectares, soit 1 489 hectares de forêt protégée et quelque 3 000 hectares de plantations pour la filière du bois.

En 2013 l'entreprise détenait 3 753,86 hectares uniquement à El Castillo, superficie qui représentait 19% du total des plantations forestières du Nicaragua. Pour réunir autant de terres, elle avait déjà acheté 158 terrains à des familles d'agriculteurs, achats réalisés avec le financement de 1,5 million de dollars apporté au Grupo Forestal par la Corporation inter-américaine d'investissements (CII) qui fait partie du groupe de la Banque inter-américaine de développement (BID).

– Agro-Industrial del Río S.A. : société nicaraguayenne en lien avec le groupe économique associé à l'entreprise Camarones del Pacífico (CAMPA). Elle s'est installée à El Castillo en 2012 pour se livrer à la monoculture de cacao, se portant acquéreuse de 303,73 hectares. En 2016 elle détenait déjà 1 350 hectares, dont 800 consacrés au cacao. Sur quelques parcelles, elle s'essaie à la culture de la banane.

– Distribuidora de Granos de Nicaragua S.A. (DIGRANISA) : entreprise nicaraguayenne du groupe Comercial Internacional Exportadora (CISA-Nicaragua), qui fait partie du groupe de producteurs de café Mercon. Elle s'est installée à Nueva Guinea en 2005 pour expérimenter et produire du café de la variété robusta, en acquérant seulement 33,5 hectares. En 2016, elle possédait déjà 1 223,14 hectares. Cette entreprise jouit de l'usufruit de 700 hectares de terre détenus par 40 producteurs. Elle a acquis des terres grâce à un financement de 10 millions de dollars apporté par la Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale.

– Banapiña de Nicaragua S.A. : entreprise à capitaux nicaraguayens et états-uniens, filiale de la société Fresh Del Monte Produce Inc. Elle s'est installée pour commencer à León, puis à Nueva Guinea en 2008 pour produire de l'ananas. On ignore combien d'hectares elle a acquis en arrivant dans cette localité. En 2016, elle possédait 1 000 hectares.

– Compañía Desarrolladora Latinoamericana S.A. : entreprise d'origine chinoise associée au groupement économique Hong Kong Nicaragua Canal Development Investment Co. (HKND). Elle a prévu de s'installer à Nueva Guinea, Bluefields, San Miguelito, San Carlos, Rivas, Tola, Altagracia, Moyogalpa, San Jorge et San Juan del Sur. Le gouvernement lui a accordé en 2013 une concession pour la construction du canal interocéanique. Même si actuellement elle n'est propriétaire d'aucune terre, cette concession et la Loi 840 lui permettent d'exproprier à son avantage quelque 28 000 hectares sur le seul territoire de Nueva Guinea.

– Les grands éleveurs : eux aussi accaparent des terres dans le sud-est du Nicaragua. Dans cette région, six familles sont propriétaires d'environ 12 600 hectares, à raison de 2 100 hectares chacune en moyenne. Le modèle d'élevage extensif est devenu la référence à suivre pour les familles d'éleveurs de la région, qui font également pression pour acquérir d'autres terres à mesure que leur troupeau grossit.

Une série de problèmes sociaux et environnementaux

Les processus d'accumulation de terres par ces accapareurs provoquent une série de problèmes.

Ils réduisent la possibilité, pour les paysans, d'obtenir des terres afin de se livrer à l'agriculture familiale. Les prix des parcelles augmentent à cause de la spéculation foncière toujours grandissante exercée par les grandes entreprises.

Il est très difficile aux familles d'agriculteurs, une fois qu'elles ont vendu leurs terres, d'en acquérir de nouvelles aux endroits où ces entreprises étendent leur domaine, et il leur est donc plus facile de chercher des terres dans les zones où les prix sont plus abordables, c'est-à-dire, de manière générale, dans les réserves protégées. Dans la zone centrale de la Réserve biologique Indio-Maíz, 20 *manzanas* [2] coûtent entre 100 et 170 dollars, tandis que dans les zones tampons de la réserve, où se trouvent les entreprises accapareuses, une seule *manzana* vaut de 2 000 à 3 100 dollars. De plus, tout le processus d'acquisition

de terres par lequel passent les familles paysannes est illégal et aucun document ne leur est laissé comme preuve d'achat.

Nous avons observé pendant l'enquête que l'invasion de zones protégées par les familles d'agriculteurs est étroitement liée aux pressions exercées par les entreprises pour qu'elles vendent leurs terres et aux frustrations ressenties par les familles les plus pauvres, qui n'ont jamais réussi à se stabiliser nulle part et qui n'ont d'autre issue que cette « migration économique » permanente.

L'accaparement de terres est en train de transformer ces territoires. Les nouveaux accapareurs se font de plus en plus nombreux et, dans leur majorité, ne laissent rien transparaître de leurs intérêts. Leur venue et leurs acquisitions de terres bouleversent les relations et les règles informelles de cohabitation que ces communautés rurales entretiennent avec la terre.

En outre, les systèmes de production fondés sur l'agro-industrie pour l'exportation et les pratiques de monoculture extensive qu'ils emploient nuisent à la fertilité des terres, en concurrençant d'une manière très inégale des systèmes et pratiques de production familiale plus durables.

Un autre aspect négatif vient du fait que l'accaparement des terres contribue à une avancée accélérée et plus étendue de la frontière agricole. À certains endroits, les accapareurs détiennent des terres dans des zones tampons de réserves naturelles et, ailleurs, ils poussent les populations paysannes à se déplacer dans la réserve ou à migrer vers d'autres pays. De cette façon, ils se comportent en « acteurs intellectuels », conscients ou inconscients, de l'avancée destructrice de la frontière agricole.

« Les entreprises font pression sur nous pour qu'on leur vende la ferme »

Au cours de notre enquête, nous avons parlé à beaucoup de producteurs ruraux. Revenons sur quelques-uns des témoignages que nous avons recueillis. Le premier est celui d'une productrice de Nueva Guinea. Il reflète la forte pression qui existe dans la zone pour que les paysans vendent leur exploitation aux grandes entreprises.

> « Je vis dans la communauté Nueva Libertad de Nueva Guinea depuis 22 ans. J'ai hérité la ferme de mon père. Elle est modeste : douze *manzanas*. Quelqu'un s'est proposé de l'acheter. La cession de terres est encouragée par des personnes des communautés mêmes, qui sont engagées par les grandes entreprises. Elles réussissent à convaincre les gens de vendre, ce que beaucoup ont déjà fait. Aujourd'hui l'entreprise (Agroindustrial del Río) possède 2 300 hectares. Mais elle est en train d'en acheter d'autres, en faisant des offres pour que les gens vendent.
>
> Actuellement, elles payent la *manzana* 24 000 córdobas. Quand elles ont commencé à acheter, elles payaient 16 000, 18 000… C'est logique que les prix montent parce que les gens ont fini par demander un peu plus. Les premiers ont vendu leur ferme 10 000 córdobas la *manzana*, puis on est passé à 15 000, et ainsi de suite, et les derniers ont vendu à 18 000 ou à 20 000 pour ceux qui ont le mieux vendu.
>
> Certains ont des raisons qui leur sont propres, d'autres se sentent poussés par les entreprises déjà présentes dans la communauté. Ils possèdent des fermes qui se trouvent à l'intérieur du territoire contrôlé par une entreprise et l'accès à leurs fermes leur est désormais limité. Ils doivent leur demander l'autorisation et sont confrontés à des vigiles parce que leur ferme est cernée par l'entreprise. Ce sont eux qui se sentent le plus poussés à vendre et à chercher à aller s'installer ailleurs.
>
> On compte environ 32 producteurs qui se sont déjà séparés de leur ferme. Les uns sont partis on ne sait où, d'autres, d'après mes informations, sont entrés dans les réserves, certains dans la réserve

> Bosawás, d'autres dans la réserve Indio Maíz. D'autres personnes sont demeurées dans la communauté et travaillent aujourd'hui pour l'entreprise elle-même. Et d'autres personnes se sont retrouvées sans rien. La communauté de La Libertad a presque disparu. Je fais partie de la coopérative de cacao COPROCAFUC et, de tous les associés qu'elle comptait, c'est-à-dire 22, il n'en reste plus que trois. Tous les autres ont vendu, et sont partis. »

Familles déplacées, communautés divisées

Si les familles paysannes qui vendent leurs terres se stabilisent dans des conditions inégales, les conditions régissant l'installation des entreprises qui achètent ces terres sont elles aussi inégales.

PALCASA a bénéficié d'un financement de sept millions de dollars et DIGRANISA-CISA d'un financement de 10 millions. C'est plus que ce qu'offre le marché national et beaucoup plus que les crédits qui peuvent être consentis aux familles d'agriculteurs, lesquelles, le plus souvent, n'en obtiennent aucun, ou en obtiennent d'institutions de microcrédit, pour de courtes durées et à des taux d'intérêt élevés.

En règle générale, les paysans qui subissent des pressions pour qu'ils vendent ont connu des situations de grande instabilité dans d'autres zones et dans le secteur où ils vivent aujourd'hui. Ceux qui les poussent à vendre mais aussi les représentations sociales dominantes instillent dans l'imaginaire de ces familles l'idée que vendre est la « solution » parce qu'elles recevront rapidement un capital et pourront acheter des terres pour entamer une nouvelle exploitation à des endroits où les prix sont inférieurs. Les dynamiques de déplacements paysans ne sont pas facilement perceptibles parce qu'elles se produisent dans le cadre de négociations commerciales privées et dans des conditions de libre marché. Le résultat en est que, tandis que les familles paysannes vendent et déménagent pour assurer leur survie, en espérant laisser un meilleur héritage à leurs enfants, les accapareurs des terres n'ont pas d'autre objectif que de faire des affaires et d'accroître leur capital.

La seule annonce de la construction du Canal interocéanique et de la concession donnée à l'entreprise HKND avec autorisation d'exproprier des terres en vue du projet a fait que des familles d'agriculteurs – surtout à Nueva Guinea – « se préparent » à déménager en constituant des parcelles à l'intérieur de la Réserve biologique Indio-Maíz.

L'accaparement de terres et la vente forcée des fermes créent aussi des problèmes de voisinage et de cohabitation entre les familles. Les relations entre elles, autrefois pacifiques, se dégradent. La fin de la servitude de passage [3] qu'établissent les entreprises sur les terres achetées par elles et celle qu'elles établissent sur les nouvelles voies d'accès à leurs terres engendrent des tensions parce que certaines familles dénoncent la fin de la servitude de passage et d'autres non. Des conflits surgissent également entre ceux qui travaillent pour les entreprises et les autres. En outre, des problèmes de mitoyenneté se posent à la limite des propriétés.

« Mes bêtes mettent bas des veaux mort-nés »

Le système de monoculture mis en place par les entreprises sur les terres qu'elles accaparent nuit à la fertilité des sols, et pollue les terres et les eaux. La présence de ces entreprises à proximité ou autour de soi augmente l'exposition aux pesticides, pour les animaux comme pour les cultures des familles voisines, que leur exploitation fonctionne sous forme individuelle ou de coopérative. Les substances chimiques employées par les entreprises polluent également les aliments biologiques que les petites exploitations produisent. Autant d'éléments qui ont une incidence directe sur l'économie familiale. Écoutons le témoignage d'un éleveur de la zone :

> « Cela fait 16 ans que je vis dans ma communauté. Je suis éleveur et j'ai acheté une propriété de 50 *manzanas* au prix de 500 córdobas la *manzana*. PALCASA et la Melina (MCC) sont venues me voir à

plusieurs reprises. Elles voulaient m'acheter ma terre, que je leur vende mes *manzanas*. Je leur ai dit non. À l'époque, elles m'offraient environ 2 000 córdobas la *manzana*. C'était en 2005, puis en 2008. La dernière fois qu'elles m'ont sollicité, c'est en 2010. Là, elles me donnaient 5 000 córdobas par *manzana*. Mais, en acceptant de leur vendre, je risquais de tout dépenser rapidement et de vite me retrouver sans rien. J'ai préféré ne pas vendre parce que c'est pour mes enfants que je travaille, pour savoir quel avenir je leur laisse.

Le problème que j'ai avec PALCASA, c'est que mes bêtes mettent bas des veaux mort-nés. J'en ai compté entre dix et vingt par an. Avec les produits chimiques que les entreprises répandent, les vaches absorbent de l'eau contaminée et perdent leur petit. On ne peut pas faire un procès aux entreprises parce qu'elles ont 50 avocats à leur service et que nous sommes pauvres ; il n'y a rien à faire et on a tout à perdre. Quand les travailleurs de PALCASA trouvent du maïs, ils nous le prennent, s'ils trouvent des régimes de banane, ils nous les prennent, s'ils voient un cochon à proximité, ils nous le prennent aussi. Et quand on perd un cochon, on perd tout. En agissant ainsi, ils font pression pour que les gens vendent de manière à récupérer leurs propriétés, ou pour qu'on reste à travailler à PALCASA, comme des esclaves.

Les gens qui semaient du maïs, qui produisaient du lait, des œufs ou élevaient des poules ne sont plus là. Aujourd'hui, il y a plus de pauvreté qu'avant parce qu'il suffisait de passer chez les familles pour acheter une poule, un cochon ; on trouvait de tout. Mais aujourd'hui on trouve de la palme et rien d'autre. C'est bien de créer des emplois mais, dans l'entreprise d'ici, tu sers d'esclave. Vivre comme un esclave, ce n'est pas comme travailler pour soi. Regardez : avant, cette personne qui a vendu ses terres se levait à six heures du matin et, maintenant, elle se lève à deux heures et rentre chez elle à huit heures du soir. C'est ça être esclave d'une entreprise et, en plus, pour un salaire de misère.

Je connais des gens qui ont vendu 80 hectares, 60, 50… et qui se sont retrouvés en mauvaise posture. Je connais un monsieur qui a vendu environ 60 hectares, et le voilà maintenant avec un bout de terrain et c'est tout ; il a tout mangé et il ne lui reste plus rien. Certains s'en vont au Costa Rica, d'autres dans les réserves. La réserve est pleine de gens, et on y rencontre aussi des éleveurs. Ils vont mettre la main sur des terres là-bas, et détruire la forêt, ce qui n'est pas bon. Ce n'est pas bien qu'autant de gens s'approprient la réserve parce qu'on va manquer d'oxygène. Si tout le monde déboise et détruit la forêt, on va tous finir mal. »

« Ils n'ont pas laissé un seul arbre et, en plus, ils utilisent des poisons dangereux »

Notre enquête met en évidence que la logique économique qui constitue le moteur de l'accaparement de terres n'est autre que les intérêts des investisseurs étrangers et nationaux qui cherchent à s'approprier ces terres.

Là où cette logique se révèle le plus clairement, c'est dans les grands projets associés au Canal interocéanique, conçu uniquement dans le cadre de l'alliance des intérêts étrangers et nationaux liés aux voies de commercialisation maritimes. La logique de soutien au développement local et territorial est absente de ce modèle de « développement ». Au contraire, l'accaparement de terres tend à démanteler les initiatives locales d'agriculture familiale et d'agriculture biologique, annihilant ainsi des opportunités et un potentiel authentique de développement.

Les cultures et les produits auxquels se consacrent les entreprises accapareuses de terres visent uniquement le marché international : le café robusta, les fruits du palmier africain pour l'extraction d'huile, les ananas, le bois de gmelina, le cacao et le bétail sont destinés à l'exportation. Et la monoculture extensive nuit gravement à la durabilité écologique, en intensifiant le déboisement et la dégradation des écosystèmes des zones tropicales humides, avec une perte de biodiversité, une diminution du débit des rivières et une pollution des sols et des eaux.

Dans les deux communes où nous sommes allés, on observe déjà une accélération des processus de dégradation environnementale dus à un changement d'utilisation du sol : perte du potentiel forestier et diminution du domaine agricole et de la forêt de feuillus dense, tandis qu'augmentent les zones de monoculture, d'herbages, de forêts de feuillus claires, de *tacotales* [4]…

Écoutons le témoignage d'un producteur de la communauté de San Antonio à Nueva Guinea :

> « Ils (DIGRANISA) déboisent. Dernièrement, ils ont rasé 200 *manzanas*, qu'on appelle maintenant « le désert » parce qu'ils ont complètement dénudé le secteur ; ils n'ont pas laissé un seul arbre. Ils ont même enlevé la végétation le long des canaux. C'est parce que, paraît-il, ce café qu'ils font venir ne supporte pas l'ombre… Ils ont amené des machines pour travailler la terre, ils ont retourné la terre, et les gens ont de la terre jusqu'aux genoux, sans parler de la poussière. Maintenant ils nous disent qu'ils se sont engagés à reboiser avec je ne sais combien de milliers d'arbres. Par-dessus le marché, ils se servent de poisons qu'on ne connaît même pas, des poisons dangereux. Les engrais biologiques, ce n'est pas du tout leur truc. »

« Ils ont tout rasé. Tout ce qu'on voit aujourd'hui, c'est des palmiers »

Voici le témoignage d'une productrice d'une communauté d'El Castillo. Elle aussi ressent les effets des dommages environnementaux causés par les entreprises :

> « Je suis de la communauté Marcelo, à El Castillo. Voilà bientôt 16 ans que je vis dans cette propriété. Quand je suis arrivée ici, la palme n'existait pas, il n'y avait projet de plantation. Mais, il y a cinq ou six ans, la palme a fait son apparition. Je me suis retrouvée au milieu des palmiers. Partout on est entouré de palmiers. Tout ce qui nous permettait de gagner de l'argent autrefois a disparu, tout le monde a fait faillite. Tout ce qu'on voit aujourd'hui, c'est des palmiers. Pas un arbre à l'horizon, il n'y a plus d'eau, il ne nous est absolument rien resté. La seule chose qu'il nous reste à faire, c'est regarder les palmiers.
>
> Ici on manque d'eau à cause des entreprises, qui se sont mises à drainer. Elles ont installé des tuyaux et du coup, il n'y a presque plus d'eau. C'est une vraie catastrophe. Chez moi, j'ai des puits, et les voisins là-bas, sur la route de Buena Vista, viennent se réfugier ici tellement la pénurie d'eau est critique. C'est parce qu'ils plantent des palmiers, ils utilisent des engrais et la mare d'eau qui reste n'est plus consommable. Même pas par les animaux, je pense, parce qu'on ne voit plus un poisson dans l'eau. C'était très joli, ici, il y avait toutes sortes de petites bêtes, et tout ce qu'on trouve aujourd'hui, c'est des rats, des couleuvres. Là en face, ce n'était que de la forêt, une grande montagne, on ne pouvait rien voir ni d'un côté ni de l'autre. Ils ont arraché les arbres, ils ont tout rasé.
>
> Je n'ai pas été gâtée par la vie, j'ai vécu seule la plupart du temps, toujours à essayer de m'en sortir. J'avais un petit lopin, et j'ai acheté cette terre, qui était meilleure. Je n'avais jamais imaginé qu'un jour je serais entourée de palmiers. Aujourd'hui, les gens de PALCASA se proposent d'acheter ma terre. Je leur dis que ce serait de la folie d'aller me mettre dans la réserve parce que chacun sait qu'on ne peut pas faire sa vie dans un endroit pareil. Des éleveurs m'ont aussi demandé de la leur vendre. Je leur ai dit que je ne vendrai pas mon petit morceau de terre jusqu'à ma mort. Je dois la garder pour mes enfants, mes petits-enfants.
>
> Où est-ce que je vais aller me mettre ? Sur les routes avec mon valise sur la tête, peut-être ? La sagesse du paysan n'est pas de descendre toujours plus bas, mais d'estimer ce qu'il possède. Un compère, qui occupait le domaine voisin, a tout vendu ; il s'est retrouvé avec uniquement le petit terrain de sa maison et aujourd'hui il ne sait pas comment faire pour survivre. Il faut bien réfléchir. Je leur en ais fait

> le reproche parce qu'il est important d'estimer son morceau de terre. La majorité des gens ont vendu leurs fermes parce qu'ils ont senti qu'ils allaient être piégés par la palme. »

Un avenir qui n'a rien d'encourageant pour le monde paysan

Tout ce que nous avons observé et trouvé pendant notre enquête nous indique que le processus d'accaparement de terres va se poursuivre et s'intensifier, non seulement dans le sud-est du Nicaragua mais également dans d'autres zones du pays. Lors de notre séjour dans les deux communes, il était question de l'arrivée de nouvelles entreprises consacrées à la monoculture d'ananas aux deux endroits.

Telle sera la tendance parce que le gouvernement central favorise et facilite ce type d'investissement étranger par le biais de Pro Nicaragua, une agence créée par le gouvernement en 2015 dont l'un des conseillers pour les investisseurs est Laureano Ortega Murillo. Plusieurs entreprises accapareuses de terres que nous avons étudiées dans notre enquête ont été conseillées par Pro Nicaragua et deux d'entre elles sont liées à la famille d'Álvaro Baltodano, délégué du président Ortega pour la promotion des investissements.

L'expansion de la monoculture agro-industrielle dans ces deux communes et ailleurs signifie que, pour des raisons économiques, davantage de familles paysannes seront déplacées, quittant leurs lieux de vie en quête de nouvelles terres. Elle conduit également à la création de nouvelles zones agricoles et d'élevage dans des secteurs protégés et sur les terres des Indiens.

L'avenir n'est pas encourageant. Il est regrettable que des territoires conçus comme des zones de pacification et des pôles de développement pour les familles d'agriculteurs touchées par la guerre se transforment en des zones porteuses de conflits liés à la terre.

Après ce que nous avons constaté dans ces territoires, nous nous posons plusieurs questions. Les processus de déboisement et d'invasion des zones protégées sont-ils imputables au premier chef aux familles paysannes ? Ou bien simplement agissent-elles ainsi pour survivre à un modèle économique qui les exclut et les oblige à déménager ?

Les réponses montrent que le Nicaragua n'a pas investi dans la population paysanne, qu'il n'a pas accordé d'importance à l'économie paysanne et à l'économie locale et qu'il ne tient pas compte du potentiel de développement que possèdent ses territoires. En agissant ainsi, en dépouillant les paysans de leurs terres, on continue de tourner le dos à ce qui pourrait nous sortir de la pauvreté.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3454.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : *Envío*, n° 432, mars 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Résumé de l'enquête intitulée « Dinámicas de acaparamiento de tierras en el sureste de Nicaragua » [Dynamiques d'accaparement de terres dans le sud-est du Nicaragua], réalisée en 2016-2017 avec le soutien de la Coalition internationale pour la terre et des organisations participant à la Stratégie nationale pour l'engagement du Nicaragua dans la coalition, avec le concours de l'Institut de recherche Nitlapan de l'Université centroaméricaine (UCA) de Managua.

[2] Une *manzana* correspond à environ 0,70 hectare, soit 7000 m² – note DIAL].

[3] Lorsqu'une ferme est entourée de propriétés privées, sans aucun accès à un chemin public, la servitude de passage est l'obligation du propriétaire des terrains alentour à accepter que le voisin dont le terrain est enclavé bénéficie d'un droit de passage sur son terrain – note DIAL.

[4] Zones de végétation peu denses, intermédiaires entre la savane et la forêt – note DIAL.